

L'heure serait-elle enfin venue pour une vraie sécurité énergétique ?

La crise ukrainienne, l'explosion des prix des énergies fossiles, la lutte contre le changement climatique. Trois bonnes raisons pour réduire notre dépendance au pétrole et au gaz.

ANALYSE

MICHEL DE MUELENAERE

Les combustibles fossiles sont une impasse – pour notre planète, pour l'humanité et, oui, pour les économies. Comme les événements actuels ne le montrent que trop clairement, notre dépendance continue aux combustibles fossiles rend l'économie mondiale et la sécurité énergétique vulnérables aux chocs et aux crises géopolitiques. Au lieu de ralentir la décarbonation de l'économie mondiale, il est temps d'accélérer la transition énergétique vers un avenir basé sur les énergies renouvelables. » En préfaçant le dernier rapport du Giec sur les impacts du changement climatique et l'adaptation, le 28 février dernier, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a renoué des liens complexes que personne ne doit perdre de vue. Le changement climatique est un enjeu majeur de sécurité internationale. Il menace la stabilité mondiale. Pour autant, s'attaquer à sa cause principale – la profonde dépendance des pays industrialisés aux énergies fossiles – pourrait aussi contribuer à apaiser voire à prévenir des conflits.

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, avec l'imposition des sanctions contre la Russie et l'explosion des prix de l'énergie se répercutant ensuite en cascade sur d'autres productions et activités, les Européens ont été frappés de plein fouet par les conséquences concrètes de leur dépendance aux énergies importées. Le mot d'ordre est désormais partout de s'en libérer. D'abord des importations russes : en 2019, 41 % pour le gaz et 27 % pour le pétrole. Mais à moyen et long termes, de toutes les énergies fossiles dont l'Union européenne est dépendante à 57,5 % (96 % pour le pétrole, 83,6 % pour le gaz). S'il importe de trouver des alternatives aux livraisons russes, il ne faut pas substituer une dépendance à une autre qui pourrait en outre être tout aussi problématique sur le plan moral et sécuritaire. Par ailleurs, il s'agit de coller à l'objectif climatique – réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % en 2030 (par rapport à 1990) et atteindre la neutralité carbone en 2050. Des objectifs inatteignables si le Vieux Continent continue à être biberonné au pétrole et au gaz, d'où qu'ils viennent. Subtil glissement sémantique : on ne parle plus d'indépendance énergétique, mais de sécurité énergétique.

Sortir des fossiles, atteindre l'objectif climatique en se prémunissant contre un voisin très agressif ? Le gain pourrait être triple. Si l'Europe est dépendante aux importations d'énergies fossiles, la Russie est, elle, très dépendante de ses exportations : entre 40 et 50 % des revenus de l'Etat. Celles-ci financent largement son armée. De là à dire que si l'Europe réduit ses importations de fossiles russes, elle pourrait mettre à mal l'appareil militaire, il y a un pas que certains franchissent peut-être un peu trop allègrement. Privée des débouchés européens, Moscou en cherche ailleurs, en Chine principalement. Mais en se détournant de la Russie, l'Europe cessera au moins de contribuer à tailler



A Irpin, dernière ville verrou avant Kiev en venant de l'ouest, 10.000 personnes ont emprunté ces derniers jours une improbable planche de bois, à moitié enfoncée dans l'eau, pour fuir les bombardements. © AFP

le bâton qui pourrait la battre. Par ailleurs, avec le déclin des réserves, l'exploitation des hydrocarbures devient un exercice de plus en plus coûteux, nécessitant des investissements toujours plus importants, y compris en Russie. Or, la guerre en Ukraine a vu plusieurs « majors » pétroliers (BP, Shell et ExxonMobil, mais pas TotalEnergies) et des puissants investisseurs réduire fortement, voire carrément cesser, leur activité en Russie. Qu'en sera-t-il demain ? Pour les acteurs de la finance occidentale, investir dans des actifs fossiles en Russie pourrait devenir de plus en plus risqué, aussi bien en termes de rentabilité que d'image. Deuxième exportateur mondial de pétrole, la Russie a vu ses ventes s'effondrer ces derniers jours.

Le consommateur responsable

Des choses bougent donc, mais on n'a pas fini de mesurer l'ampleur de notre addiction aux fossiles. Géniteurs de notre industrialisation, performants, faciles d'accès, très peu coûteux au regard de leur grave impact environnemental, le pétrole et le gaz se cachent partout : dans l'électricité, les maisons et les voitures, bien entendu. Mais aussi dans notre agriculture, dans nos appareils électriques et même dans nos... énergies renouvelables, comme le montre l'augmentation des prix des panneaux solaires et des éoliennes, censés nous libérer des fossiles mais dépendants de ceux-ci pour leur production et leur transport.

Le temps presse en tout cas et la transition ne se fera pas en trois coups de cuillère à pot. L'invasion de l'Ukraine sera-t-elle un point de basculement ? Un grand nombre de déclarations semblent l'indiquer. Les pessimistes (réalistes ?) notent que l'une des caractéristiques de l'addiction à une substance est le déni et que, malgré des promesses répétées, des crises énergétiques antérieures n'ont pas eu beaucoup d'effets sur la goinfrerie des pays occidentaux à l'égard du pétrole et du gaz. Quant au consommateur, si prompt

à hurler parce que le litre d'essence bondit à la pompe, le m³ de gaz dans la chaudière ou le kWh au compteur, on ne peut pas dire (publics précaires mis à part) qu'il fasse toujours preuve d'un immense discernement face à une énergie historiquement bon marché mais faussement « confortable ». Aura-t-il compris que les prix des énergies fossiles pourraient ne pas retrouver leurs niveaux d'avant la guerre ? Et que même si c'est le cas, une augmentation est inéluctable ?...

Il y aura donc des coups de barre à gauche et d'autres à droite. Face à la crise, l'Allemagne a ainsi revu son objectif renouvelable à la hausse. Sa production d'électricité sera zéro carbone en 2035, a promis le chancelier Olaf Scholz, sa consommation d'énergie proviendra à 80 % des renouvelables en 2030 et l'utilisation d'hydrogène sera accélérée. Mais dans le même temps, Berlin a dit son refus d'un embargo sur le gaz russe, dont elle dépend à 55 %, de même que sur le pétrole, qualifiant ces énergies « d'essentielles pour l'économie européenne », et a lancé la construction de deux terminaux pour importer du gaz liquéfié par méthanier. Court et long termes vont encore longtemps collisionner.

Sobriété

L'Agence internationale de l'énergie a, de son côté, présenté un plan qui permettrait en un an de diminuer d'un tiers les importations de gaz russe en Europe. La Commission européenne dévoile ce mardi les propositions qu'elle alignera face aux chefs d'Etat à la fin de cette semaine. « Chaque kilowatt-heure d'électricité que l'Europe produit à partir du soleil, du vent, de l'hydroélectricité ou de la biomasse réduira notre dépendance au gaz russe et à d'autres sources d'énergie », a lancé la présidente de la Commission. Son plaidoyer : se désengager des importations russes et accélérer la transition, notamment en boostant la production d'énergie à partir de sources renouvelables – les seules qui peuvent ga-

rantir une indépendance à 100 %. « Cela coûtera d'autant moins cher à l'Europe que nous remplacerons les énergies sales par de la sobriété énergétique, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, abonde Thomas Pellerin-Carlin, directeur du centre énergie de l'Institut Jacques Delors, jugeant que Vladimir Poutine a beaucoup plus à perdre que l'Europe d'une baisse des exportations russes d'énergies fossiles ». Au-delà de la question de l'approvisionnement et du type de production, débat largement accaparé chez nous par le débat entre le nucléaire et les renouvelables, un des éléments essentiels du chemin vers l'indépendance énergétique sera en effet la modération de la

consommation, pour ne pas dire la sobriété. Même à court terme, pas mal de mesures pourraient être prises, tant par les individus que par les autorités. On se souvient qu'après le premier choc pétrolier, en 1973, plusieurs pays européens, dont la Belgique, avaient inventé des « dimanches sans voiture »...

Rapidement, en Belgique aussi, la maîtrise de la consommation nécessitera un triplement du rythme de rénovation des bâtiments, peut-être avec des contraintes plus fortes sur les propriétaires de bien ; des normes énergétiques plus contraignantes pour les nouveaux bâtiments (par exemple l'obligation de pose de panneaux solaires) ; une disparition peut-être anticipée des chaudières au mazout et, plus tard, des chaudières au gaz et leur remplacement par des pompes à chaleur ; une accélération du déploiement des véhicules électriques ; une progression de l'hydrogène ; des investissements accrus dans les transports en commun et les infrastructures pour le vélo et la marche... Il faudra réfléchir au modèle agricole aussi : l'agriculture industrielle tournée vers l'exportation est plus gourmande en énergie (pour les engrais et les mécaniques), même si elle permet des rendements plus élevés. Et mettre clairement à l'agenda des mesures différenciées en fonction des revenus des publics cibles.

Le gaz et le pétrole sont des énergies essentielles pour l'économie européenne

Olaf Scholz
Chancelier allemand

”

Il est temps d'accélérer la transition énergétique vers un avenir basé sur les énergies renouvelables

Antonio Guterres
Secrétaire général de l'ONU

”